

Communiqué

Contre la collaboration militaire entre la Suisse et Israël !

mardi 12 octobre 2010, par [solidaritéS](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2010).

solidaritéS dénonce le voyage du Conseiller fédéral Ueli Maurer en Israël. La visite officielle du conseiller fédéral, du 8 au 10 octobre, vise à discuter de nouveaux accords de collaboration militaire avec un pays dont l'armée est responsable de crimes de guerre et de graves violations du droit international : entre décembre 2008 et janvier 2009, l'armée israélienne s'est livrée à une guerre meurtrière dans la bande de Gaza ; les exactions sur les civils palestiniens commises durant cette guerre ont été documentées par le rapport Goldstone.

L'Etat d'Israël poursuit de plus une politique discriminatoire à l'égard de sa minorité arabe, nie les droits des réfugiés palestiniens et refuse de souscrire aux conventions internationales sur les armes atomiques et les bombes à sous-munitions.

Dans la nuit du 30 au 31 mai 2010, l'armée israélienne a attaqué sauvagement dans les eaux internationales la « Flottille pour Gaza », faisant 9 morts et des dizaines de blessés parmi les 700 militants internationaux qui entendaient débarquer 10 000 tonnes d'aides à Gaza, soumise depuis plusieurs années à un blocus inhumain.

Ueli Maurer, par sa visite, montre que les autorités suisses privilégient les intérêts économiques de quelques marchands de canon aux conventions de Genève dont elle est dépositaire et qu'Israël a bafoué à de nombreuses reprises.

solidaritéS s'associe aux protestations des représentants d'organisations de solidarité, de défense des droits humains et de partis politiques qui demandent :

- d'arrêter la collaboration militaire avec Israël et avec tous les pays du Proche-Orient
- de s'engager davantage pour faire respecter les droits humains et pour l'application du droit international par toutes les parties au conflit
- d'utiliser tous les moyens à disposition pour obtenir la levée immédiate du blocus de la Bande de Gaza et l'application des recommandations du rapport de la Commission Goldstone
- de donner suite à la demande de l'Assemblée Générale de l'ONU (Res. 64/10 du 5 nov. 2009) demandant la convocation d'une conférence des Etats signataires sur les mesures à prendre pour faire appliquer la Quatrième Convention de Genève pour la protection de la population civile dans les territoires occupés palestiniens.

Communiqué de solidaritéS, le 10 octobre 2010
